

Agence territoriale de Sully-sur-Loire

Ref : SPV20240146

**PERMISSION DE VOIRIE
ANNULE ET REMPLACE SPV20210377**

Le Président du Conseil départemental du Loiret

**ARRÊTÉ PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER
DÉPARTEMENTAL PAR UN OPÉRATEUR DE RÉSEAU DE COMMUNICATIONS
ÉLECTRONIQUES**

RD 47

PR 2+220 au PR 5+760 – Côté : G

Communes : Briare et Ouzouer-sur-Trézée

Bénéficiaire : LOIRET FIBRE

**Génie civil U210600 et Remise en état pour occupation sans droit ni titre du domaine public
routier départemental**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code des postes et des communications électroniques (CPCE),

Vu le code de l'environnement,

Vu la délibération n° E 10 en date du 15 décembre 2006 de la Commission permanente du Conseil Général du Loiret approuvant la tarification relative aux opérateurs de communications électroniques,

Vu le règlement général de voirie départementale adopté le 06 mars 2020,

Vu l'abrogation de la permission de voirie SPV20210377,

Vu les mises en demeure du 10/06/2022 et du 29/07/2024,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental du Loiret conférant délégation de signature au sein de la Direction des Infrastructures, et notamment aux responsables des agences territoriales,

Vu la convention de concession signée avec LOIRET FIBRE en date du 05/03/2020 pour une durée de 25 ans,

Vu la demande de permission de voirie accompagnée d'un dossier technique présentée par ERT TECHNOLOGIES pour le compte de LOIRET FIBRE, en date du 01/08/2024, aux fins d'occupation du domaine public routier départemental pour l'installation et l'utilisation d'infrastructures de réseaux de communications électroniques ouverts au public,

Sur proposition du Directeur Général des Services départementaux.

Arrête

Article 1^{er} – Autorisation

LOIRET FIBRE est autorisé à occuper le domaine public routier départemental par la création d'un génie civil télécom et à réaliser les travaux inhérents à cette occupation, à charge pour elle de se conformer aux dispositions du règlement général de voirie en vigueur, et aux conditions spéciales suivantes :

Conformément au Compte-rendu du 31 juillet 2024, des mails et aux mises en demeure pour non-conformité puis à l'occupation sans droit ni titre du DPRD (RD47), le nouveau réseau sera implanté en rive de chaussée (coupe type 2bis jointe). Les fourreaux portant préjudice au domaine routier départemental seront évacués en totalité.

Travaux sous chaussée : Fonçages aux PR 3+410, 4+110, 4+710 et 4+840

Les traversées de chaussée des routes départementales ainsi que les autres voies dans la limite de domanialité et de gestion du Département du Loiret devront être réalisées par fonçage ou forage dirigé sauf impossibilité technique démontrée.

En cas d'impossibilité, l'**accord préalable** du gestionnaire de voirie sera nécessaire pour l'ouverture d'une tranchée.

Suite aux non-respects des prescriptions, il a été constaté des désordres sur la chaussée, sur une surface de 682 m² (qui pourra évoluer si nécessaire), une reprise des enrobés est obligatoire.

Le permissionnaire reprendra la couche de roulement en BBSG 0/10 sur 6 cm

La chaussée sera réalisée après découpage soigné des bords de fouille.

Le fond de fouille sera compacté selon le niveau de portance demandé.

La chaussée sera réalisée suivant le tableau ci-joint en respectant les préconisations de la classe de trafic cumulé n° TC 2 20.

Les formulations des matériaux devront être soumises à l'agrément du gestionnaire de voirie.

Une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume dosée à 300 g / m² sera appliquée entre la grave naturelle et la grave bitume et entre les couches bitumineuses et sur les rives de la tranchée.

Le raccordement de la chaussée sur l'existant se fera sans creux, ni ressaut.

Un scellement sera ensuite effectué sur les joints de la tranchée à l'aide d'une émulsion de bitume et d'un gravillonnage porphyre 2/4.

Travaux sous accotement :

Les bords de fouille des tranchées seront réalisés dans les règles de l'art (sciage soigné impératif du revêtement en place).

La réutilisation des déblais issus des fouilles est interdite pour les tranchées situées à moins de 80cm du bord de chaussée. Les déblais seront évacués au fur et à mesure du chantier et recyclés vers un centre agréé.

Le fond de fouille sera compacté selon le niveau de portance demandé.

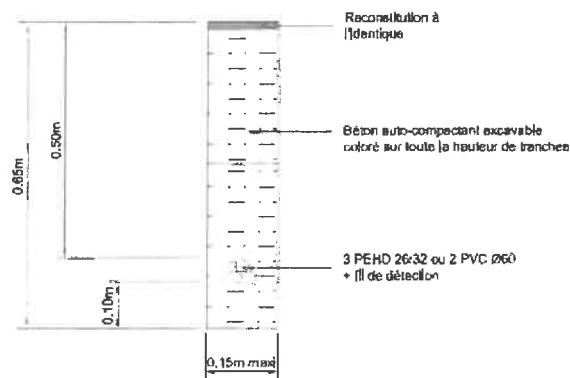
Un grillage avertisseur de couleur normalisée sera posé 30 cm minimum au-dessus des réseaux de façon à garantir leur signalement.

La tranchée sera réalisée conformément à la coupe type suivante :

Coupe type 2bls

Pose en micro-tranchée sous accotement

Tranchée située à une distance < à 0.80m du bord de chaussée



Après exécution, les équipements visibles dépendants du réseau (regards, chambres, bouche à clés...) ne présenteront aucune saillie par rapport au niveau fini de la chaussée, des trottoirs ou des accotements et devront avoir des caractéristiques certifiées.

Après exécution, les chambres de tirage devront respecter l'épaulement du fossé et ne présenteront aucune saillie par rapport au niveau fini.

Les panneaux (de police, directionnels, et signalétiques) ainsi que les balises déposés lors des travaux devront être replacés à l'identique (distance par rapport à la chaussée, et hauteur sous panneaux), conformément à la réglementation en vigueur.

La construction et l'entretien des ouvrages sont à la charge du permissionnaire.

Reprise des traversées busées : (toutes les traversées seront vérifiées conjointement à la fin du GC)

Les tranchées transversales à la chaussée devront être exécutées par demi-largeur de chaussée. Lorsque la circulation est maintenue sur la chaussée à proximité de la tranchée, la longueur maximale à ouvrir est égale à celle que l'entreprise est capable de refermer dans la même journée.

Les tranchées seront réalisées après découpage soigné des bords de fouille.

La réutilisation des déblais issus des fouilles est interdite. Les déblais seront évacués au fur et à mesure du chantier et recyclés vers un centre agréé.

Le fond de fouille sera compacté selon le niveau de portance demandé.

L'enrobage des canalisations se fera en matériaux fins (insensibles à l'eau) compactés, sur une épaisseur comprise entre 10 cm et 30 cm.

Le remblaiement de la tranchée s'effectuera au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par couche successive de 20 cm d'épaisseur maximum et conformément aux règles en vigueur.

Un grillage avertisseur de couleur normalisée sera posé 30 cm minimum au-dessus des réseaux de façon à garantir leur signalement.

La tranchée sera réalisée en respectant les préconisations de la classe de trafic cumulé TC 2 20 d'après le tableau ci-joint.

Classes de trafic cumulé

Nombre de PL/j/sens	Classe de trafic cumulé	Structure tranchée	Tranchée sous chaussée	Objectif de densification
4000 < pl/j/sens > 6000	TC7 30	Couche de surface	Tranchées sous chaussée proscrite	
		Partie Sup Remblai		
		Partie Inf Remblai		
1500 < pl/j/sens > 4000	TC6 30	Couche de surface	Tranchées sous chaussée proscrite	
		Partie Sup Remblai		
		Partie Inf Remblai		
600 < pl/j/sens > 1500	TC5 20	Couche de surface	7 cm BBSG 0/10 ou 8 cm BBME 0/10	Q2
			10 cm GB 0/14	
			11 cm GB 0/14	
		Partie Sup Remblai	40 cm de GNT A 0/32	Q3
Partie Inf Remblai	≥ 22 cm de GNT A 0/32	Q4		
300 < pl/j/sens > 600	TC4 20	Couche de surface	6 cm BBSG 0/10	Q2
			10 cm GB 0/14	
			9 cm GB 0/14	
		Partie Sup Remblai	40 cm de GNT A 0/32	Q3
Partie Inf Remblai	≥ 26 cm de GNT A 0/32	Q4		
100 < pl/j/sens > 300	TC3 20	Couche de surface	6 cm BBSG 0/10	Q2
			8 cm GB 0/14	
			8 cm GB 0/14	
		Partie Sup Remblai	30 cm de GNT A 0/32	Q3
Partie Inf Remblai	≥ 38 cm de GNT A 0/32	Q4		
0 < pl/j/sens > 100	TC2 20	Couche de surface	6 cm BBSG 0/10	Q2
			12 cm GB 0/14	
			30 cm de GNT A 0/32	
		Partie Inf Remblai	≥ 42 cm de GNT A 0/32	Q4

L'utilisation de matériaux autocompactants sera possible en couche de remblai sous réserve de validation du gestionnaire de la voirie.

Les formulations des matériaux devront être soumises à l'agrément du Conseil départemental.

Une couche d'accrochage à l'émulsion de bitume dosée à 300 g / m² sera appliquée entre la grave naturelle et la grave bitume et entre les couches bitumineuses et sur les rives de la tranchée.

La réfection de la couche de roulement sera réalisée après sciage soigné de la chaussée, avec un épaulement de 10 cm de part et d'autre de la tranchée, en BBSG 0/10.

Un scellement sera ensuite effectué sur les joints de la tranchée à l'aide d'une émulsion de bitume et d'un gravillonnage porphyre 2/4.

Qualité – Contrôle

Les contrôles de compactage seront réalisés au pénétromètre comme suit :

Tranchée transversale sous voirie :

1 pour chaque voie

L'Agence Territoriale de Sully-sur-Loire sera informée deux jours avant la réalisation de ces essais pour y assister le cas échéant.

Les contrôles de qualité des matériaux seront vérifiés à l'aide de fiches techniques à fournir par l'entreprise.

Le busage sera de diamètre 300 ou 400 en béton série 135A ou en tuyaux polyéthylène classe CR 8 ou supérieure. Il sera posé de manière à assurer vers l'aval l'écoulement des eaux pluviales suivant une pente minimale de 2%.

Une tête d'aqueduc de sécurité conforme aux normes en vigueur sera posée de part et d'autre de l'ouvrage. La partie supérieure de la tête ne devra pas dépasser le niveau de la route.

Le fil d'eau des canalisations prendra en compte celui des busages existants en amont et en aval.

Le remblaiement se fera en GNT 0/31.5 ou équivalent soigneusement compacté.

Les matériaux recouvrant le busage se raccorderont avec l'accotement sans en modifier le profil.

Le niveau final devra être établi de manière à ne pas gêner l'écoulement des eaux de la chaussée.

La construction de ces ouvrages sera à la charge du permissionnaire.

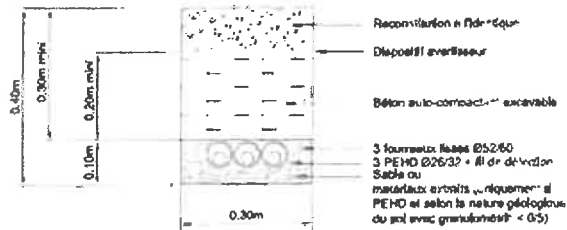
Ouvrages d'art et ouvrage hydraulique : (PR4+150 – OA n°P0350)

Des sondages seront réalisés préalablement afin de vérifier que la profondeur de tranchée exigée dans la coupe type OA soit respectée par rapport à la hauteur de charge sur l'extrados des ouvrages. Si la charge sur l'ouvrage ne peut être respectée, le franchissement s'effectuera par fonçage ou forage dirigé avec l'accord préalable du gestionnaire de voirie.

Si le réseau ne respecte pas la coupe OA notamment la charge sur les fourreaux, ils seront évacués du DPRD. La remise en état sera réalisée en béton de la rive de chaussée jusqu'au parapet de l'ouvrage en veillant à ce qu'il n'y ait pas de stagnation d'eau.

Coupe type sur OA

Pose en tranchée traditionnelle sous accotement sur ouvrage d'art



Autre prescription du PR 2+220 à 5+750 :

Un état des lieux sera réalisé avant et après les travaux en présence du bénéficiaire de l'entreprise ayant réalisée les travaux et du représentant de l'Agence Territoriale de Sully-sur-Loire.

Sur tout le linéaire et au droit de l'ancien réseau, après sa dépose, un curage et un épierrage du fossé sera réalisé sur 10 cm d'épaisseur pour la mise en œuvre d'une couche de terre végétale en apport tout en conservant les altimétries. (profil du fossé à recréer)

Un dérasement et un épierrage des accotements seront réalisés sur toute la longueur de manière à diriger les eaux de ruissellement de la chaussée vers les fossés.

La chaussée devra être nettoyée si nécessaire.

Dans le cadre desdits travaux, le permissionnaire est autorisé à occuper le domaine public routier départemental et ses dépendances par les infrastructures de réseaux de communications électroniques détaillées ci-après :

- 3455 m de 3 PEHD Ø40
- 60 m de 2 PVC Ø 45
- 9 chambres de tirage L3T
- 1 chambre de tirage L2T

Les travaux doivent faire l'objet d'un arrêté de circulation dont la demande devra parvenir **deux mois** avant le début des travaux à l'autorité compétente :

- Hors agglomération à l'agence territoriale de Sully-sur-Loire.

En conséquence, les travaux ne pourront pas débuter avant la délivrance de cet arrêté de circulation.

Article 2 – Délai de l'autorisation

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, à compter de la date du présent arrêté et jusqu'au **05/03/2045**.

Il appartient au permissionnaire d'en solliciter le renouvellement, s'il entend poursuivre l'exploitation de son réseau.

La présente permission de voirie est retirée de fait si le permissionnaire perd sa qualité d'opérateur de réseau de communications électroniques.

Article 3 – Dispositions à prendre avant de commencer les travaux

La permission de voirie ne vaut pas autorisation d'ouverture de chantier.

L'autorisation d'ouverture de chantier est soumise à la procédure de coordination de travaux dans les conditions prévues par le code de la voirie routière et par le règlement de voirie. Elle est également soumise à la procédure de déclaration d'intention de commencement de travaux conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le code de l'urbanisme.

Le permissionnaire sollicite un mois au moins avant la date de début des travaux souhaitée auprès du Département, ou de la Mairie si lesdits travaux se situent en agglomération, un arrêté de circulation précisant les restrictions de circulation envisagées et la signalisation temporaire réglementaire à mettre en place durant les travaux, sous sa responsabilité. Il devra fournir un numéro de téléphone au titre de l'astreinte.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée mise en place.

Le permissionnaire a la charge de la signalisation réglementaire (fourniture, pose et entretien de jour comme de nuit, ainsi que le week-end) de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

La signalisation est conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Elle doit, en outre, respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police réglementant la circulation.

Le permissionnaire a l'obligation d'informer sans délai l'autorité de police compétente s'il lui apparaît que les prescriptions de l'arrêté de circulation doivent être complétées ou adaptées. En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, sur l'initiative du permissionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus.

Le permissionnaire ne peut rechercher la responsabilité du Département du fait des contraintes qui lui sont imposées, pas plus que de la nature, de la consistance ou de la disposition des emprises ou des ouvrages routiers occupés, dont le gestionnaire ne garantit ni la stabilité, ni la pérennité avec l'installation d'ouvrages de communications électroniques.

Article 4 – Réalisation des ouvrages

Pour les travaux liés à la mise en place de ses installations, le permissionnaire doit respecter les règles de l'art et la réglementation en vigueur, notamment les articles R131-11, R141-13 et suivants du Code de la voirie routière, et se conformer aux prescriptions qui lui sont imposées par l'autorité compétente pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

Le permissionnaire veille à installer ses ouvrages de telle sorte qu'ils soient toujours compatibles avec la destination du domaine public routier, l'intégrité des ouvrages des tiers déjà installés et la sécurité des usagers et riverains du domaine public.

Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire est tenu d'enlever les décombres et dépôts de matériaux, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public ou à ses dépendances, de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.

La réfection définitive des parties de la voirie touchées par les travaux de réalisation des ouvrages autorisés par le présent arrêté est réalisée par le permissionnaire conformément au règlement de voirie.

En cas de malfaçon ou de non-respect des dispositions fixées, le Département est autorisé, après mise en demeure non suivie d'effet dans les 10 jours, à exécuter ou faire exécuter les travaux aux frais du permissionnaire.

Article 5 – Récolement

Le permissionnaire remet au gestionnaire du domaine public un dossier de récolement, au plus tard un mois après la date de fermeture des travaux. Ce dossier comprend les données du dossier technique fourni lors de la demande de permission de voirie, actualisées en fonction de ce qui a réellement été réalisé. Si les infrastructures mises en place sont strictement conformes à ce qui était indiqué dans le dossier technique initial, un courrier d'engagement adressé au Département précise que le dossier technique fourni à l'appui de la permission de voirie vaut dossier de récolement.

Le permissionnaire fournit au gestionnaire du domaine public les données relatives au niveau d'occupation de chaque artère apte à recevoir des câbles : saturée, partiellement occupée, libre.

Par ailleurs, le permissionnaire remet au gestionnaire du domaine public un dossier de récolement des réseaux rencontrés, dans lequel il fait figurer les câbles, conduites et autres ouvrages qu'il a pu rencontrer sur le tracé de ses travaux.

Les différents plans sont fournis sur papier à une échelle adaptée aux objets représentés et sous forme de données numériques vectorielles géo-référencées dans le système de coordonnées en vigueur (RGF93 – LAMBERT93) et pouvant être intégrées dans le système d'information géographique du Département (de préférence format SHAPEFILE d'ESRI).

Article 6 – Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages

Pendant toute la durée de l'occupation, le permissionnaire s'engage à maintenir les lieux occupés en bon état d'entretien et à ce que les ouvrages restent conformes aux conditions d'octroi de la présente autorisation. L'inexécution de ces prescriptions entraîne le retrait de l'autorisation, indépendamment des mesures qui pourraient être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des ouvrages.

En cas d'urgence justifiée, le permissionnaire peut entreprendre sans délai les travaux de réparation nécessaires sous réserve que le Département et la Mairie concernée lorsque les travaux sont effectués en agglomération, soient avisés immédiatement afin de remédier à tout inconvénient pour la circulation.

Article 7 – Travaux ultérieurs sur le réseau routier

Conformément aux dispositions de l'article R20-49 du Code des postes et communications électroniques, « lorsqu'il procède à des travaux rendant nécessaires le déplacement ou la modification de l'installation, le gestionnaire informe l'occupant de la date à laquelle le déplacement ou la modification devront être réalisés avec un préavis qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à deux mois ».

Lorsque les travaux réalisés dans l'intérêt du domaine occupé, ou dans les conditions définies aux articles L113-3 et R113-11 du Code de la voirie routière (travaux réalisés dans l'intérêt de la sécurité routière) nécessitent le déplacement ou la modification sont à la charge du permissionnaire.

Article 8 – Partage des installations

Le permissionnaire est autorisé à mettre ses installations à disposition de tiers pour l'accueil de câbles et équipements de réseaux de communications électroniques. Toute occupation des installations autorisées au titre du présent arrêté par un tiers se fait conformément aux règles générales d'intervention sur le domaine public. En conséquence, les interventions entraînant un empiètement temporaire sur les espaces affectés à la circulation, y compris piétonne, feront l'objet d'autorisations d'occupation temporaires accordées par le gestionnaire du domaine public, au bénéfice du tiers utilisateur des ouvrages.

De manière générale, le permissionnaire ne peut se substituer au gestionnaire du domaine public, dans le cadre de cette mise à disposition, pour ce qui relève des compétences du gestionnaire du domaine public.

Le permissionnaire s'engage à étudier toute demande de partage des installations autorisées au titre du présent arrêté émanant de tout opérateur de réseau de communications électroniques ouvert au public, sur invitation éventuelle du gestionnaire du domaine public routier selon les principes posés par les articles L47 et R20-50 du CPCE.

Article 9 – Redevance

En contrepartie de l'occupation du domaine public routier, le permissionnaire verse annuellement au Département gestionnaire du domaine public, à compter de la fin des travaux, une redevance dont le montant est calculé sur la base des règles définies par délibération n° E 10 de la Commission permanente du Conseil général en date du 15 décembre 2006 conformément aux dispositions des articles R20-51 et R20-52 du CPCE.

Article 10 – Charges

Le permissionnaire devra seul supporter la charge de tous les impôts auxquels sont actuellement ou pourraient être éventuellement assujettis les terrains, aménagements ou installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

Article 11 – Responsabilités

Le permissionnaire sera responsable tant vis-à-vis du Département que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Le Département n'assumant, en aucun cas, la surveillance des ouvrages du permissionnaire, il est déchargé de toute responsabilité dans les cas de vandalisme, de déprédation, de vol ou autre cause quelconque de perte ou dommage survenant aux personnes ou aux biens. Sauf cas de faute lourde, dont la preuve serait apportée par le permissionnaire, le Département ne saurait voir sa responsabilité engagée à raison des conséquences des accidents et dommages commis du fait de tiers, quels qu'ils soient, survenant au permissionnaire, à son personnel, à ses fournisseurs, prestataires ou tiers quelconques intervenant pour son compte.

Article 12 – Recours

La présente permission de voirie ne vaut que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées et ne préjuge en rien des sujétions ou servitudes qui peuvent être imposées au titre de la voirie départementale ou communale lorsque les ouvrages ou installations sont également situés en bordure de celles-ci.

En cas de contestation, le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois à compter de la date de la présente notification individuelle.

Article 13 – Notification et ampliation

Le présent arrêté est notifié au permissionnaire par voie électronique.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Mairies de Briare et Ouzouer-sur-Trézée

Fait à Sully-sur-Loire, le 09/08/2024.

Pour le Président du Conseil départemental
et par délégation,

Jean-Luc MATEOS
Responsable de l'agence territoriale de Sully-sur-Loire





DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT ET LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Cadre réservé à l'Agence territoriale

Déclaration reçue le (date + cachet de l'agence) :

--

Désignation de la permission de voirie/accord technique

- Permission de voirie n°
- Accord technique
- Permis de stationnement

Délivré(e) le

Identité du déclarant

Si particulier :

Nom Prénom

Si personne morale :

Dénomination :

N° SIRET :

Représentant légal :

Adresse

.....

Numéro téléphone :

Adresse mail (uniquement pour les échanges relatifs au chantier concerné par la permission de voirie) :

.....

Achèvement des travaux

Chantier achevé le

J'atteste sur l'honneur que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes aux prescriptions édictées dans la permission de voirie

A

Le

Signature



Agence territoriale de Sully-sur-Loire
20, avenue du Hameau
45600 SULLY-SUR-LOIRE

☎ 02.38.36.41.45

agence.territoriale.sully-sur-loire@loiret.fr

RECOMMANDATIONS

Vous avez adressé aux services départementaux une demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier départemental.

J'attire votre attention sur le fait que les préconisations techniques d'intervention indiquées dans ce document devront être respectées lors de la réalisation des travaux. Elles pourront faire l'objet d'un contrôle de conformité par les services départementaux.

Pour faciliter cette mise en œuvre, ces informations devront être communiquées à l'exécutant des travaux en charge de cette opération.

Par ailleurs, je vous saurais gré de retourner à l'agence territoriale de Sully-sur-Loire :

- la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux
- la notification

dûment datées et signées par vos soins.

Les services de l'agence territoriale de Sully-sur-Loire restent à votre disposition pour toute information complémentaire.